

# Rapport d'Orientations Budgétaires 2025

*Étape préalable au vote du budget, première étape du cycle budgétaire, le rapport d'orientation budgétaire (ROB) constitue un document de référence pour le conseil municipal. Son contenu a été précisé et enrichi par la loi de finances 2025, en lien avec les objectifs de limitation de la dépense fixés aux collectivités locales pour contribuer au redressement des finances nationales. Il permet d'éclairer le débat démocratique entre les élus sur les grands axes du budget notamment en matière d'orientation sur les recettes, les dépenses et l'endettement de la collectivité.*

## 1. Environnement macro-économique

**État des finances publiques de la France** : Entre 2017 et 2023, la dette publique a augmenté de 800 milliards d'euros, principalement en raison des dépenses pour les retraites, les crises (COVID-19, Ukraine, gilets jaunes), les allègements d'impôts et l'augmentation du train de vie de l'État.

**Prévisions économiques pour la France** : La croissance du PIB est attendue à 1,2% en 2024 et 2025, avec une inflation prévue à 2,3% en 2024 et 1,7% en 2025. La baisse de l'inflation observée ces derniers mois est plus rapide que prévu, surtout en zone euro, mais les prix des services continuent à faire preuve de persistance.

Les prévisions d'inflation pour les années à venir sont les suivantes :

- Pour 2024 : 2,3 %
- Pour 2025 : 1,7 %
- Pour 2026 : 1,7 %

Ces prévisions sont basées sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

**Défis du PLF 2025** : Le gouvernement doit restaurer la crédibilité budgétaire, mais de nombreuses mesures manquent de détails. Les marges de manœuvre sont limitées pour augmenter les prélèvements obligatoires, des amendements sont attendus au Parlement.

**Trajectoire de la dette publique** : La dette publique devrait continuer à augmenter jusqu'en 2027 avant de se stabiliser, avec des risques haussiers si le déficit n'est pas rapidement réduit. Le gouvernement doit trouver environ 120 milliards d'euros d'ici 2029 pour ramener le déficit public à 3%.

## 2. Le projet de Loi de Finances 2025

Le projet de loi de finances (PLF) 2025, présenté par le Gouvernement dans un contexte marqué par une nécessité de consolidation budgétaire, s'inscrit dans un effort national de réduction du déficit public. Avec un objectif de ramener ce déficit à 5 % du PIB d'ici la fin de l'année 2025, le PLF propose un plan d'économies d'environ 60,6 milliards d'euros, réparti entre différentes entités de la sphère publique. Cette ambition s'articule autour d'une réduction des dépenses de 41,3 milliards d'euros, dont 5 milliards ciblés spécifiquement sur les collectivités territoriales.

Les collectivités territoriales, en tant qu'acteurs essentiels du service public local, se trouvent au cœur des réformes structurelles prévues par le PLF 2025. Les implications de ces ajustements budgétaires sur les territoires locaux, tant en termes de gestion des agents que d'investissement, appellent à une réflexion approfondie sur les capacités d'adaptation des collectivités aux nouvelles contraintes économiques.

### 3. Les recettes de fonctionnement

Les recettes prévisionnelles de 2024 seront en baisse de 4 %. Les dotations sont impactées en 2024 en raison de la fin du dispositif de soutien dans le cadre de la crise énergétique.

Les produits des services estimés pour 2024 sont inférieurs à ceux de l'année 2023 en raison du décalage de l'encaissement de certaines recettes (glissement exercice 2022-2023).

Les produits fiscaux progressent au rythme de l'évolution des bases fiscales qui ne dépendent pas d'une décision municipale.

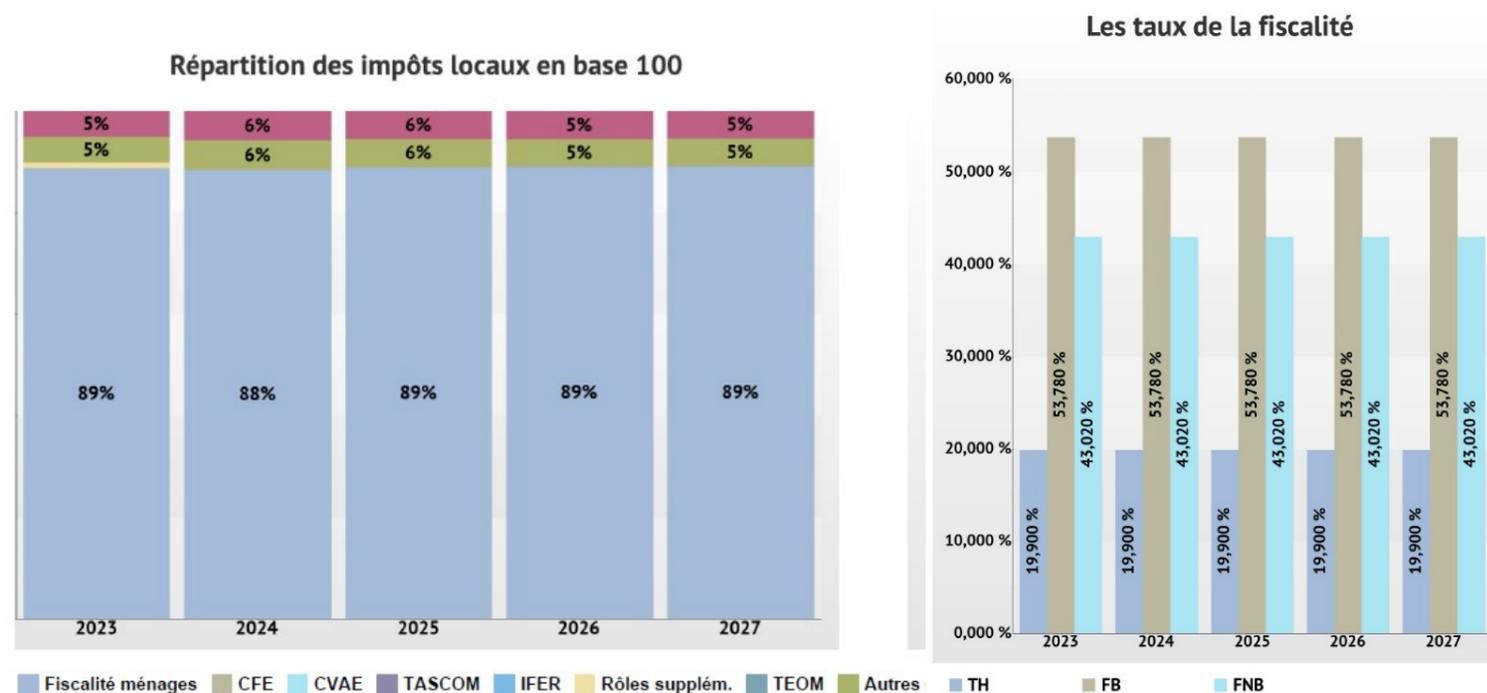


Recettes de fonctionnement

	2023	Prév 2024	Prév 2025	Prév 2026	Prév 2027
<b>Atténuation de charges (6419)</b>	<b>203 720</b>	<b>120 000</b>	<b>120 000</b>	<b>120 000</b>	<b>120 000</b>
<b>Produits des services (70)</b>	<b>2 364 089</b>	<b>2 200 000</b>	<b>2 233 000</b>	<b>2 266 495</b>	<b>2 300 492</b>
<b>Recettes fiscales (73)</b>	<b>13 990 372</b>	<b>14 803 626</b>	<b>14 977 065</b>	<b>15 151 537</b>	<b>15 322 078</b>
<i>Impôts directs locaux</i>	12 390 418	13 318 826	13 493 265	13 667 737	13 838 278
<i>Attributions de compensation</i>	283 818	283 800	283 800	283 800	283 800
<i>Dotations de solidarité complémentaire</i>	345 135	340 000	340 000	340 000	340 000
<i>FPIC</i>	271 154	270 000	270 000	270 000	270 000
<i>Autres recettes fiscales(droits mutation, TCCFE, droits de place...)</i>	699 847	591 000	590 000	590 000	590 000
<b>Dotations et participations (74)</b>	<b>10 357 767</b>	<b>9 152 404</b>	<b>9 115 163</b>	<b>9 148 250</b>	<b>9 181 668</b>
<i>DGF</i>	4 319 304	4 349 444	4 349 444	4 349 444	4 349 444
<i>DSR-DSU</i>	3 054 300	3 275 957	3 308 717	3 341 804	3 375 222
<i>DNP</i>	76 292	87 002	87 002	87 002	87 002
<i>FCTVA sur fonctionnement</i>	91 888	70 000	0	0	0
<i>Autres dotations</i>	2 815 983	1 370 001	1 370 000	1 370 000	1 370 000
<b>Autres produits(75)</b>	<b>655 431</b>	<b>308 226</b>	<b>312 849</b>	<b>317 542</b>	<b>322 305</b>
<b>Autres recettes de fonctionnement (77)</b>	<b>3 774</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>27 575 153</b>	<b>26 584 256</b>	<b>26 758 077</b>	<b>27 003 824</b>	<b>27 246 544</b>

## La fiscalité directe locale

Les orientations budgétaires proposées sont basées sur une stabilité des taux d'imposition locaux.



## La fiscalité indirecte

Les droits de mutation enregistrent une hausse en 2024, en l'absence d'information sur l'évolution en 2025 et compte tenu de la réforme de ma TCCFE, il est proposé d'afficher une recette plus faible.

Les attributions de compensation et la DSC devraient être stables.

	2023	Prév 2024	Prév 2025	Prév 2026	Prév 2027
Attributions de compensation	283 818	283 800	283 800	283 800	283 800
Dotations de solidarité complémentaire	345 135	340 000	340 000	340 000	340 000
FPIC	271 154	270 000	270 000	270 000	270 000
Autres recettes fiscales (droits mutation, TCCFE, droits de place...)	699 847	591 000	590 000	590 000	590 000

## Les Dotations

	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026	CA 2027
RECETTES DE GESTION	27 571 379 €	26 584 256 €	26 758 077 €	27 003 824 €	27 246 544 €
Dotations et Participations (R74)	10 357 767 €	9 152 404 €	9 115 163 €	9 148 250 €	9 181 668 €
Dotation forfaitaire	4 319 304 €	4 349 444 €	4 349 444 €	4 349 444 €	4 349 444 €
DSU / DSR	3 054 300 €	3 275 957 €	3 308 717 €	3 341 804 €	3 375 222 €
DNP	76 292 €	87 002 €	87 002 €	87 002 €	87 002 €
Autres	2 907 871 €	1 440 001 €	1 370 000 €	1 370 000 €	1 370 000 €
POIDS EN RECETTES DE GESTION	37,57 %	34,43 %	34,07 %	33,88 %	33,7 %

Compte tenu des annonces du gouvernement, il est proposé de reconduire les montants 2024 pour l'année 2025.

**La D.G.F.** (Dotation Globale de fonctionnement) est la plus importante d'entre elles. Celle-ci est estimée à **4 349 344 €** : pas d'évolution compte tenu des discussions en cours sur le PLF25.

**La DSU** (Dotation de Solidarité Urbaine)

Montargis figurant toujours parmi les 250 communes de plus de 10 000 habitants dont le potentiel financier est inférieur à la moyenne de la strate, devrait bénéficier d'une progression de la dotation. Elle peut être estimée à **2 828 098 €** (soit stabilité en 2025)

**La DSR** (Dotation de Solidarité Rurale) au titre de bourg-centre serait à la DSR perçue en 2025 : **447 859 €**

Enfin, la **Dotation Nationale de péréquation** : **87 002 €**.

**A noter** : le **FCTVA sur le fonctionnement** (section de fonctionnement) disparaît en 2025 (propositions PLF 2025) : une **perte** de recettes de fonctionnement estimée à **70 000 € à 80 000 € par an**.

## 4. Les charges de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement courant augmentent en 2025 par rapport à 2024 au rythme de l'inflation mais tiennent compte d'une optimisation imposée par les prévisions de recettes issues des mesures du PLF2025.

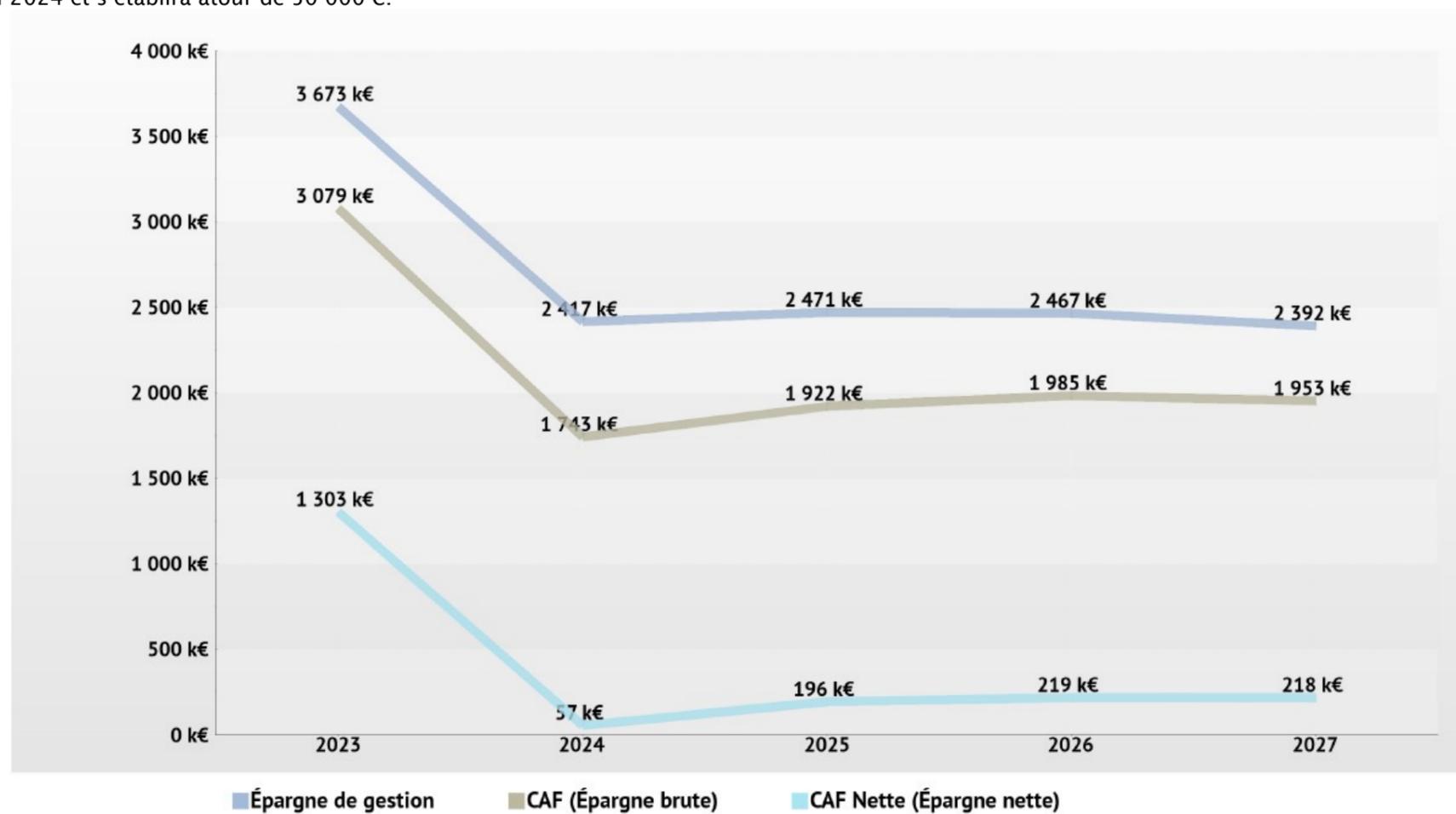
Le niveau des charges à caractère général en 2025 devra être limité à **7 550 000 €**.

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2023	%	CA 2024	%	CA 2025	%	CA 2026	%	CA 2027
<b>DÉPENSES DE GESTION</b>	<b>23 898 859</b>		<b>24 166 902</b>		<b>24 286 904</b>		<b>24 537 150</b>		<b>24 854 062</b>
Dépenses de personnel (D012)	13 033 561	1,89	13 280 000	0,53	13 349 999	1,50	13 550 249	1,50	13 753 503
PPI   D012			0		0		0		0
Charges à caractère général (D011)	7 478 291	0,29	7 500 000	0,67	7 550 003	0,66	7 599 999	1,50	7 713 657
PPI   D011			0		0		0		0
Atténuation produits (D014)	7 411	-6,90	6 900		6 900		6 900		6 900
Autres charges courantes (D65)	3 379 596	0,01	3 380 002		3 380 002		3 380 002		3 380 002
Autres dépenses de fonctionnement	0		0		0		0		0
Coût fonctionnement investissements	0		0		0		0		0
Économies de gestion	0		0		0		0		0
PPI   Autres coûts de fct induits			0		0		0		0



## 5. La CAF brute et la CAF nette

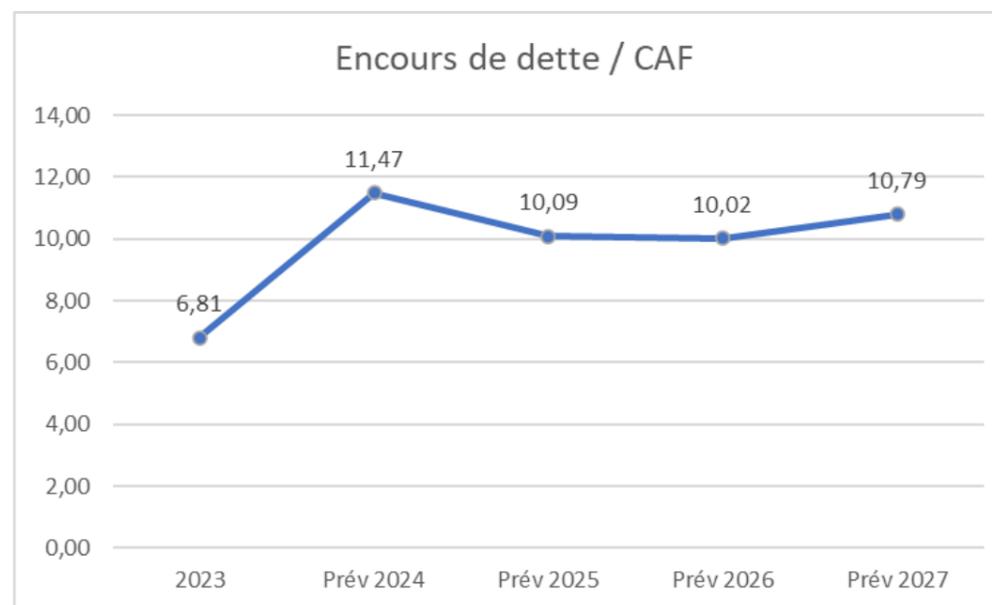
L'excédent brut de fonctionnement (épargne de gestion) devrait diminuer en 2024 et atteindre environ 2 400 000 €.  
La CAF nette diminue en 2024 et s'établira autour de 50 000 €.



## 6. Les données relatives à la dette

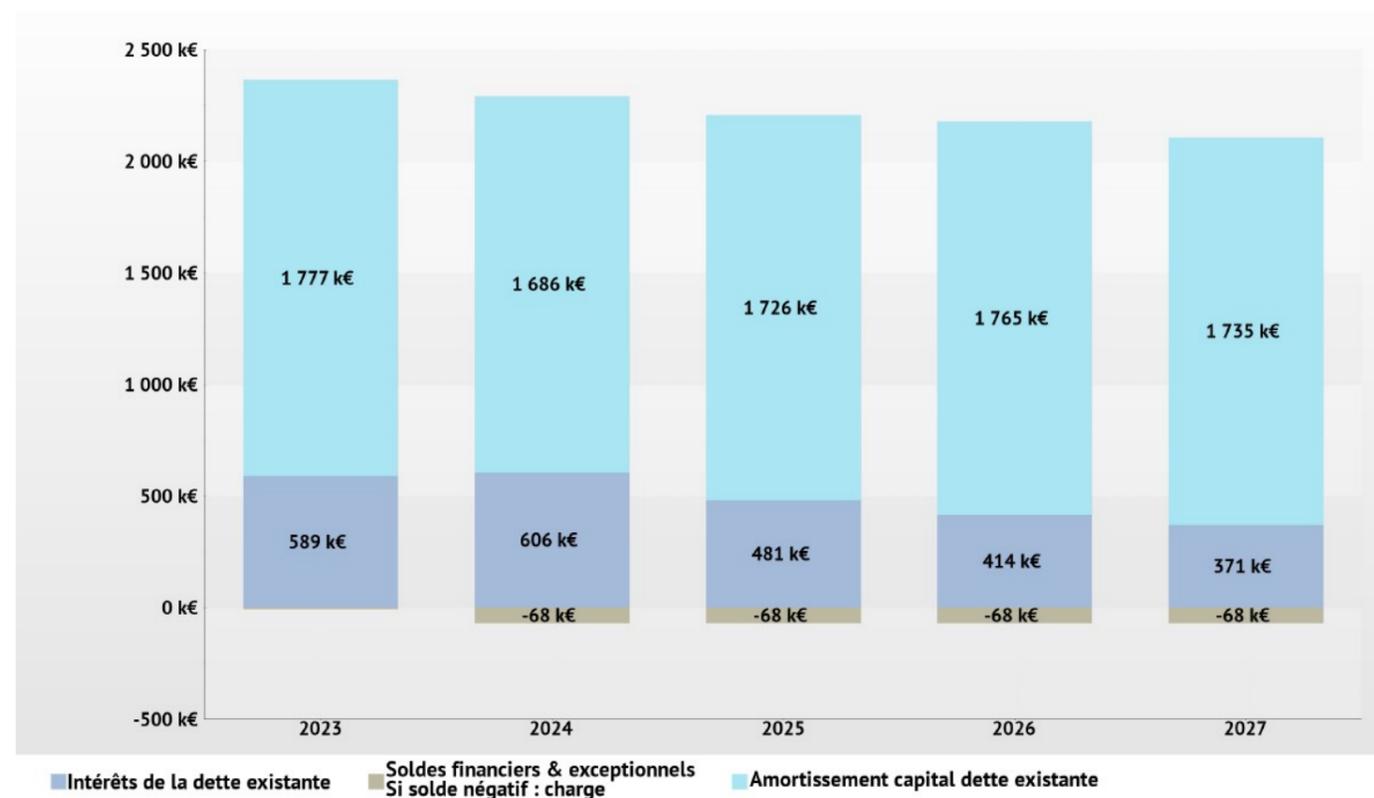
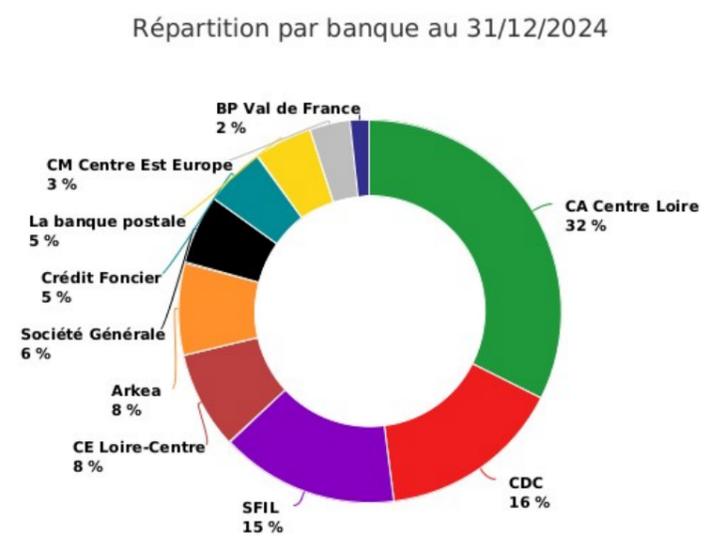
### *Ratio de désendettement*

Le Ratio de Désendettement : défini comme le rapport entre l'encours de la dette et la capacité d'autofinancement brute, exprimé en nombre d'années.



### Synthèse de la dette

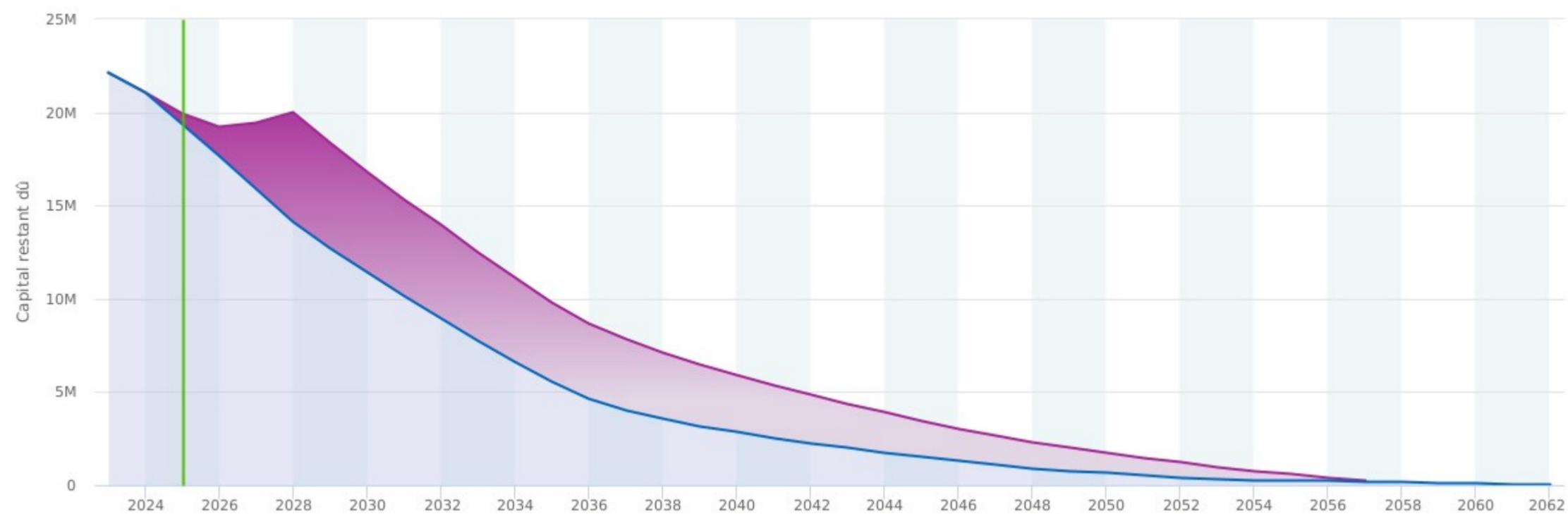
100 % de la dette sont classés en A1, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun emprunt toxique.



### Profil d'extinction de la dette

#### Simulation de 5 emprunts :

- Un emprunt de 1 000 000 € en 2025
- Un emprunt de 2 100 000 € en 2026
- Un emprunt de 2 500 000 € en 2027

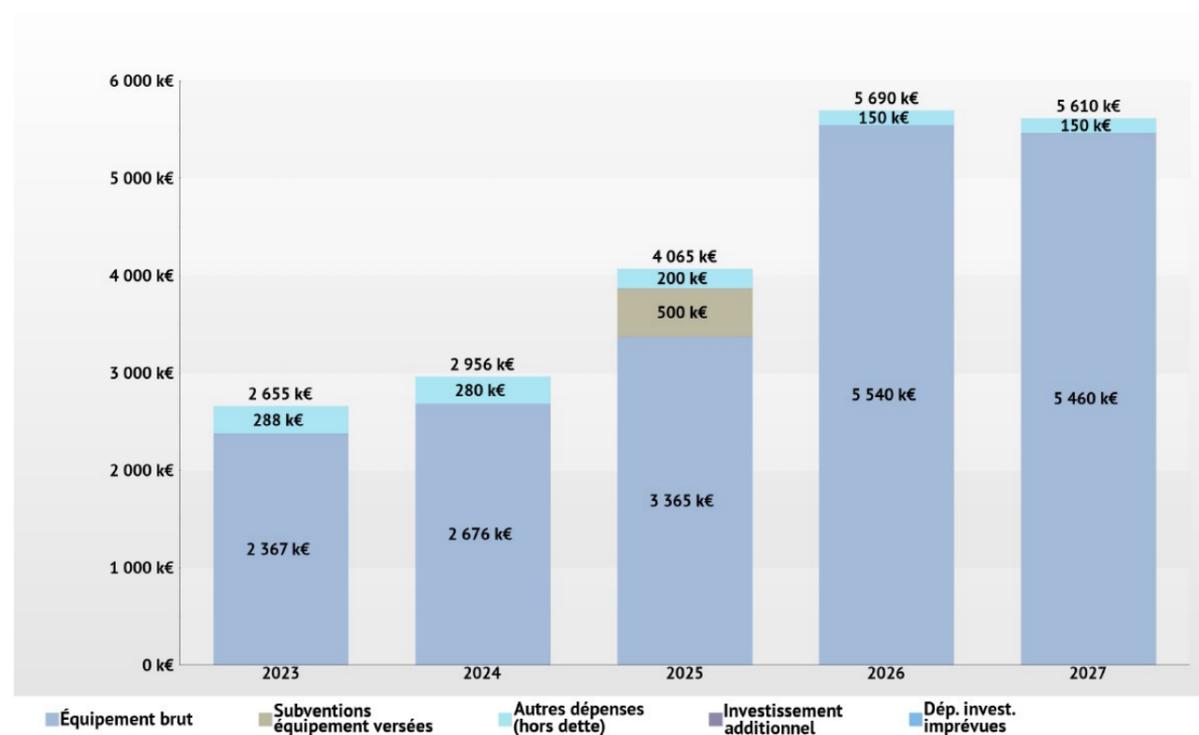


## 7. Les dépenses d'investissement

Les principales dépenses d'investissement comprennent le remboursement du capital de la dette d'une part et les dépenses inscrites dans le plan pluriannuel d'investissement d'autre part. Une subvention d'équipement est prévue qui permettra de réaliser des travaux d'aménagement de locaux destinés à accueillir l'association des 4 saisons.

	Rétrospective		Prospective		
	2023	2024	2025	2026	2027
Dépenses d'équipement PPI	1 949 945	1 660 812	2 665 000	4 840 000	4 760 000
Subventions d'équipement			500 000		
Autres investissements hors PPI	418 926	1 015 000	700 000	700 000	700 000
Remboursement du capital de la dette	1 776 655	1 686 292	1 759 006	1 854 454	1 874 802
Autres immobilisations financières	285 570	280 000	200 000	150 000	150 000
Opérations pour compte de tiers	5 080 475	1 736 000	0	0	0
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>9 511 570</b>	<b>6 378 104</b>	<b>5 824 006</b>	<b>7 544 454</b>	<b>7 484 802</b>

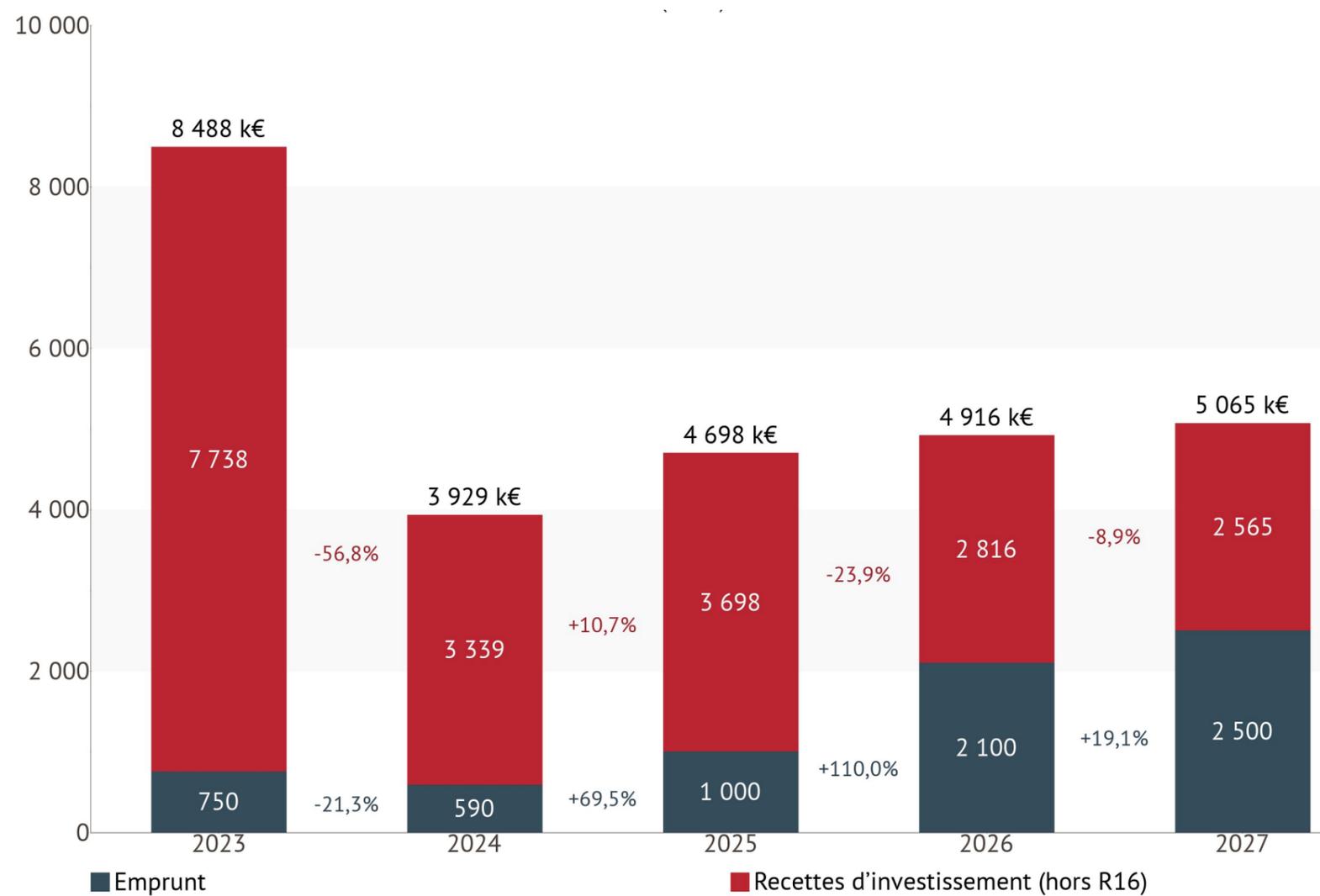
### Dépenses investissement hors dette



**Plan pluriannuel d'investissement**

Libellé	Dépenses			
	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
<b>2023-001 : Maîtrise d'oeuvre pôle enfance</b>				
MOE pôle enfance	434 400 €	195 070 €	120 000 €	60 000 €
<b>Total affecté sur AP</b>	<b>434 400 €</b>	<b>195 070 €</b>	<b>120 000 €</b>	<b>60 000 €</b>
<b>2024-001 : Travaux pôle enfance</b>				
Travaux pôle enfance	0 €	450 000 €	4 500 000 €	4 500 000 €
<b>Total affecté sur AP</b>	<b>0 €</b>	<b>450 000 €</b>	<b>4 500 000 €</b>	<b>4 500 000 €</b>
<b>OPÉRATIONS NON AFFECTÉES</b>				
acquisition véhicules		200 000 €	200 000 €	200 000 €
Aménagement d'un terrain de rugby	50 000 €	50 000 €	0 €	0 €
Club-house	320 000 €	0 €	0 €	0 €
Construction cityparc	50 000 €	50 000 €	0 €	0 €
construction d'une plateforme de compostage des DV		160 000 €	0 €	0 €
Cour d'école Jean Moulin et Pasteur		110 000 €	20 000 €	0 €
Création skatepark	460 000 €	0 €	0 €	0 €
Logiciel Enfance		20 000 €	0 €	0 €
Logiciel gestion ACTES		15 000 €	0 €	0 €
Pont du Chinchon	55 000 €	650 000 €	0 €	0 €
Travaux Albert Thierry toilettes	65 000 €	65 000 €	0 €	0 €
Travaux Belles Manières République	67 000 €	0 €	0 €	0 €
travaux Génébrier sanitaires	59 412 €	0 €	0 €	0 €
Travaux Liaison piétonne Dorée Pêcherie	71 000 €	0 €	0 €	0 €
Travaux réhabilitation ouvrages d'art	100 000 €	700 000 €	0 €	0 €
<b>Total des opérations non affectées</b>	<b>1 297 412 €</b>	<b>2 020 000 €</b>	<b>220 000 €</b>	<b>200 000 €</b>
<b>Total affectation &amp; échéancier</b>	<b>1 731 812 €</b>	<b>2 665 070 €</b>	<b>4 840 000 €</b>	<b>4 760 000 €</b>
<b>Total AP &amp; échéancier</b>	<b>434 400 €</b>	<b>645 070 €</b>	<b>4 620 000 €</b>	<b>4 560 000 €</b>

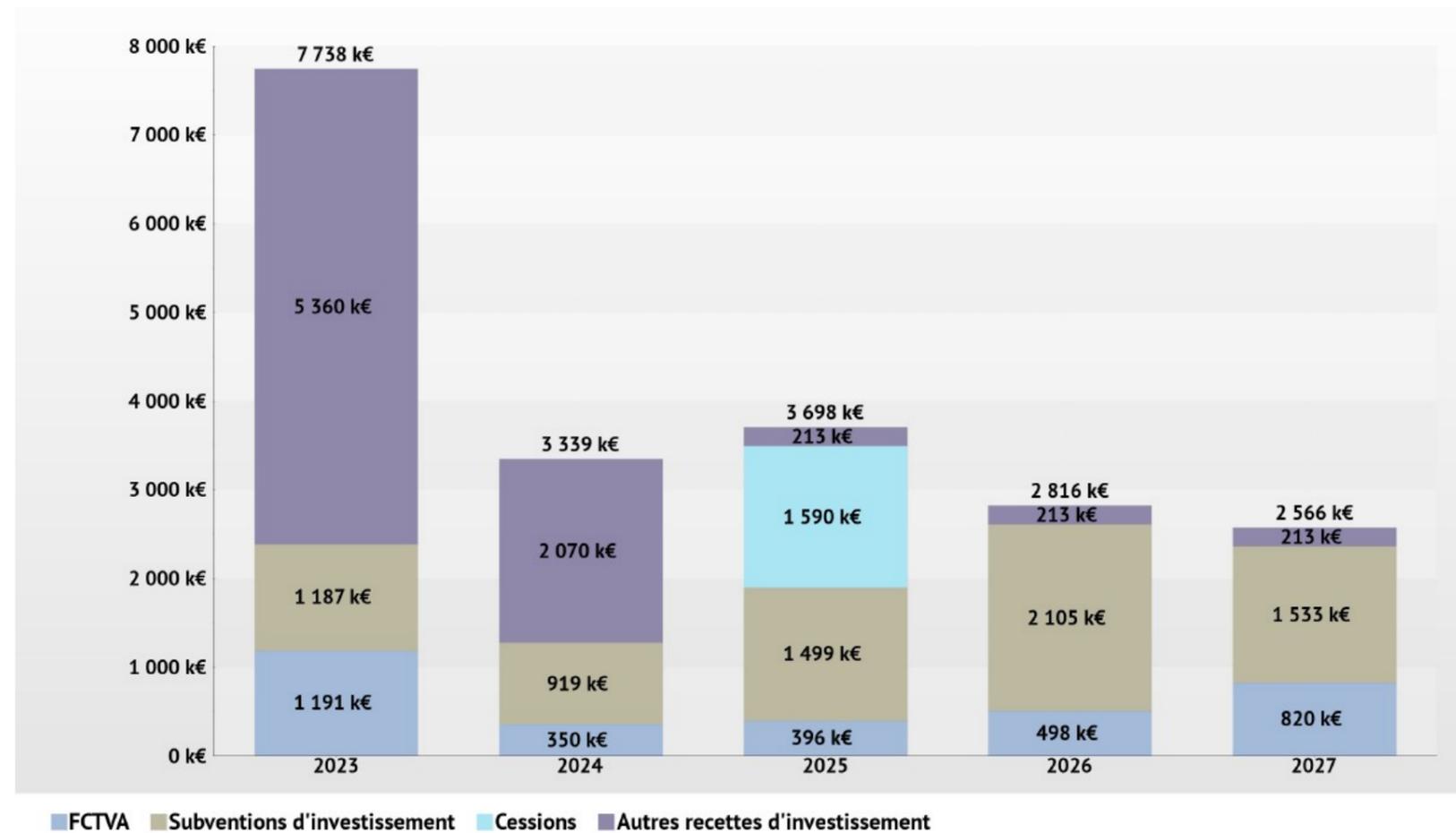
## 8. Les recettes d'investissement



**Recettes prévisionnelles permettant de financer le PPI, hors emprunt nouveau :**

En 2023 et 2024, les autres recettes d'investissement comprennent notamment les opérations pour compte de tiers (Port de Plaisance).

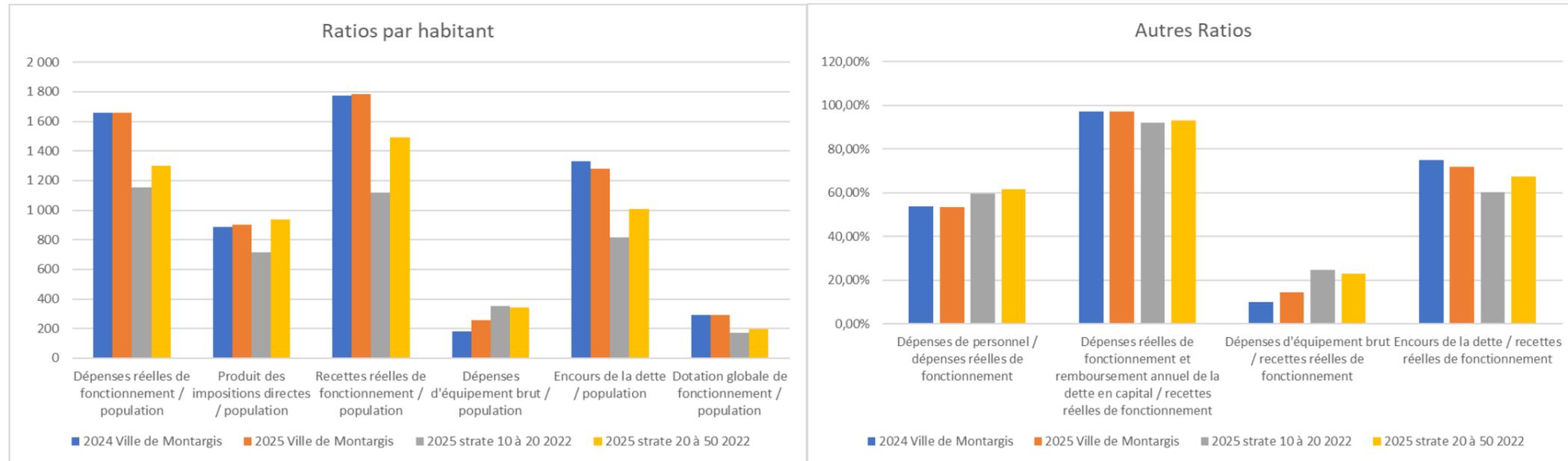
Les subventions prévues correspondent aux subventions d'investissement qui sont, ou pourront être, obtenues pour financer les investissements prévus au PPI (DSIL, DETR, CAF, Région, Département...)



**Précision :** Les prévisions de recettes du FCTVA sont basées sur la prise en compte d'un taux de remboursement ramené à 14,88% (contre 16,404% aujourd'hui) mais ne tiennent pas compte d'éventuelles exclusions de l'assiette des dépenses éligibles (ce montant devra être réajusté après le vote de la loi de finances 2025).

## 9. Évolution des ratios

Le graphique présente les ratios financiers de la ville de Montargis pour 2024 et 2025 ainsi que les ratios moyens des strates de 10 000 à 20 000 habitants et 20 000 à 50 000 habitants connus à ce jour (2022).



	CA 2023	CA 2024	CA 2025	CA 2026	CA 2027
<b>PRINCIPAUX RATIOS</b>					
<b>ENDETTEMENT</b>					
Endettement/Épargne brute (en années)	6,85 ans	11,48 ans	10,09 ans	10,02 ans	10,79 ans
Endettement/Recettes de gestion	76,6 %	75,3 %	71,9 %	72,2 %	73,9 %
Endettement en €/habitant	1 370	1 299	1 250	1 266	1 306
Annuité de la dette/Recettes de gestion	8,6 %	8,6 %	8,4 %	8,5 %	8,6 %
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Dépenses de gestion en €/habitant	1 551	1 569	1 577	1 593	1 614
Produit des impôts directs en €/habitant	793	842	852	862	872
Recettes de gestion en €/habitant	1 790	1 726	1 737	1 753	1 769
Dép. de personnel/Dépenses de gestion	54,5 %	55,0 %	55,0 %	55,2 %	55,3 %
Dép. de gestion + remb. K/Rec. de gestion	93,1 %	97,3 %	97,3 %	97,7 %	98,1 %
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Dép. d'équipement brut en €/habitant	153	286	251	360	354
Dép. d'équipement brut/Rec. de gestion	8,6 %	16,6 %	14,4 %	20,5 %	20,0 %
<b>ÉPARGNE</b>					
Taux d'épargne de gestion	13,3 %	9,1 %	9,2 %	9,1 %	8,8 %
Taux d'épargne brute	11,2 %	6,6 %	7,1 %	7,2 %	6,8 %
Taux d'épargne nette	4,7 %	0,2 %	0,6 %	0,3 %	0,0 %

## 10. Données relatives au personnel

### Evolution des dépenses prévisionnelles et des rémunérations

L'évolution des dépenses de personnel est fonction d'une part des impacts des réformes touchant au personnel des collectivités et d'autre part de la politique en matière de ressources humaines. Ces choix sont effectués selon les besoins exprimés par la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

### Avantages en nature

Repas des agents pour trois services : foyer E. Cousin – surveillance de cantines et restaurant scolaire

Temps de travail sur la base de 35 h : 37 h avec compensation RTT + agents soumis à différents cycles de travail ou annualisés.

Données 012	2020	2021	2022	2023	Prév 2024
Salaires bruts + charges patronales	11 297 589,00 €	11 718 649,96 €	12 524 272,37 €	12 927 439,02 €	13 280 000,00 €
NBI (nb agents)	82	80	71	68	76
NBI montant	53 538,18 €	56 605,89 €	50 958,46 €	44 564,24 €	56 529,54 €
RI	647 050,69 €	664 028,74 €	715 663,67 €	715 160,58 €	710 681,10 €
Heures supplémentaires	51 191,02 €	66 443,56 €	58 854,18 €	52 091,74 €	84 475,00 €
Nombre HS	2510,19	3206,82	2823,45	2515,11	3924,23

Pour 2024, il s'agit d'une prévision basée sur la tendance annuelle, le nombre d'heures supplémentaires indiqué est une prévision plafond, qui pourrait se situer entre 3300 et 3900 heures (événements 2024 : organisation de plusieurs scrutins électoraux, accueil de la flamme olympique, de la seconde étape de la course cycliste Paris-Nice notamment).

	TITU / STAG	Cont. D. Public	Cont. Aidés	Apprenti	TOTAL AGENTS	TOTAL AGENTS EN ETP
2020 (décembre)	242	69	14	11	336	309,24
2021 (décembre)	241	81	10	13	345	309,14
2022 (décembre)	238	98	5	9	350	311,82
2023 (décembre)	225	102	4	7	338	299,58
2024 (octobre)	233	108	5	7	353	309,55

### **Contrats : 108**

Dont :

- 101 postes permanents ou accroissement d'activité
- 7 remplacements arrêts de travail